

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Non à la privatisation d'EDF-GDF

- Social - Services publics -

Date de mise en ligne : vendredi 12 mars 2004

Démocratie & Socialisme

Le Parti socialiste condamne fermement la volonté de la majorité de démanteler le service public de l'électricité et du gaz, à travers la privatisation programmée d'EDF et de Gaz de France.

Selon la presse, le gouvernement vient de déposer au Conseil d'État un projet de loi modifiant le statut d'EDF-GDF, qui engagera :

- ▶ une libéralisation du secteur énergétique par une transposition très libérale de la directive européenne ;
- ▶ une transformation des deux entreprises publiques en sociétés anonymes ;
- ▶ un éclatement de l'entreprise par la filialisation des réseaux de transport de l'électricité et du gaz ;
- ▶ une remise en cause du financement des retraites des Industries Electriques et Gazières, malgré un vote majoritairement contre du personnel en décembre 2002.

Ce projet de la droite, comme le montre l'expérience des pays qui se sont engagés dans cette voie, conduira mécaniquement à des hausses de prix, à des discriminations entre les usagers par une politique d'écrémage privilégiant les clients les plus rentables, à des reculs sociaux pour les personnels et à une détérioration de la sécurité des citoyens et de la sûreté de la production. Il scellera la fin d'un service public fondé sur l'égalité d'accès concernant 25 millions de clients soumis à des tarifs identiques sur tout le territoire.

Le Parti socialiste s'oppose cette privatisation d'EDF et de Gaz de France. Il rappelle que l'avenir d'EDF/GDF passe par des projets d'entreprises ambitieux et la constitution d'un pôle public de l'électricité et du gaz, associant les deux entreprises publiques EDF et Gaz de France à des objectifs industriels et de services communs. Il implique que soient durablement garanties la sécurité de l'approvisionnement gazier, ainsi que l'indépendance énergétique de la France.